
Bulletin d'histoire politique

Nationalismes et mouvements nationaux en Irlande

Laurent Colantonio



Volume 21, numéro 1, automne 2012

Les nationalismes celtes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1011693ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1011693ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Colantonio, L. (2012). Nationalismes et mouvements nationaux en Irlande. *Bulletin d'histoire politique*, 21(1), 15–30. <https://doi.org/10.7202/1011693ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Nationalismes et mouvements nationaux en Irlande

LAURENT COLANTONIO
Université de Poitiers

Depuis la fin du XVIII^e siècle, l'Europe et les États-Unis, plus tard le reste du monde, ont été marqués du sceau de l'identification des populations à la nation¹. Le nationalisme, comme idéologie de la souveraineté nationale, productrice de discours et de pratiques, a constitué la force motrice dans le processus de création des nations modernes. Ainsi, il peut légitimement être envisagé comme un phénomène global et planétaire, dont l'analyse enrichit notre compréhension du monde contemporain. En même temps, qu'on l'aborde dans une perspective synchronique ou diachronique, le nationalisme, loin de constituer un tout homogène, se décline suivant une large palette d'acceptions et d'expériences, en fonction des territoires, des époques et des groupes concernés.

À l'échelle de l'Irlande, la quête de l'émancipation nationale par rapport au voisin britannique recouvre toute une gamme de projets et de réalités. Le pluriel du titre de cette contribution fait écho à la diversité des voies nationalistes explorées, ainsi qu'à la pluralité des sensibilités et de modes opératoires qui s'y rapportent². Il renvoie aussi à la coexistence peu pacifique, sur le sol irlandais, de deux communautés autodéfinies, *nationaliste* et *unioniste*, qui ne correspondent pas à deux versions d'un même dessein national mais, bien au contraire, à deux allégeances antagonistes. Il exprime enfin les trajectoires séparées, sinon divergentes, empruntées par les courants nationalistes au Nord et au Sud de la frontière tracée en 1920-1921.

Pourquoi le nationalisme a-t-il « certainement été la force la plus décisive dans l'histoire de l'Irlande »³ contemporaine ? En quoi la situation présente de l'île en porte-t-elle encore profondément la trace ? L'article propose une réflexion sur l'histoire de ce phénomène majeur, envisagé non comme un principe intemporel et univoque, mais comme un processus évolutif, pluriel, qui s'inscrit dans un vaste mouvement historique dont les ramifications s'étendent bien au-delà de la seule Irlande.

L'historien qui se penche sur le (ou les) nationalisme(s) se trouve d'emblée confronté à une série de problèmes conceptuels et méthodologiques,

plus ou moins spécifiques au cas irlandais, et peut difficilement s'affranchir d'une réflexion plus générale sur la nation et le sentiment national. C'est pourquoi il nous a semblé nécessaire de préciser, dans une première partie, certains de nos choix et hypothèses de travail. Nous proposerons ensuite un panorama, inévitablement succinct et partiel, des grands mouvements et des grandes phases de l'histoire des nationalismes en Irlande, en tâchant d'identifier à chaque fois pour quoi, contre qui et comment on lutte. Les discours et les pratiques des acteurs seront privilégiés. En outre, nous voudrions rester attentif aux tensions et aux discontinuités autant qu'aux convergences qui ont marqué l'histoire des mouvements nationaux en Irlande, afin d'éviter le piège du récit fondateur, continuiste et téléologique. Ce « roman national », dont l'élaboration constitue en soi un bel objet d'étude, a été pensé et conçu pour légitimer et renforcer l'unité nationale. Dans notre perspective, il est à déconstruire plutôt qu'à reproduire.

Nations, nationalismes et sentiments nationaux

À distance des discours primordialistes souvent exprimés par les nationalistes, il est utile de rappeler que les nations ne sont pas des « donnés » immuables de l'histoire, qu'elles n'ont pas été *toujours-déjà-là*. Leur émergence exprime une manière nouvelle d'envisager le rapport de l'individu au groupe, de penser le pouvoir et la souveraineté hors des cadres anciens du droit divin, du monarque absolu ou, dans le cas irlandais, de la subordination à une puissance étrangère. Le nationalisme (comme idéologie) et les nations (telles qu'elles existent aujourd'hui) sont des constructions issues de « l'ère des révolutions » (politiques, socio-économiques, technologiques). C'est la raison pour laquelle nous retiendrons la fin du XVIII^e siècle comme point de départ de l'analyse⁴.

« Rien de plus international, souligne l'historienne Anne-Marie Thiesse, que la formation des identités nationales »⁵. Le « caractère original » de chaque nation est élaboré à partir d'une nomenclature commune : les racines, le territoire, la langue, l'histoire et la culture, etc. Des pratiques, des croyances, des traditions, dont certaines sont inventées à partir de la fin du XVIII^e siècle, tandis que d'autres s'enracinent dans un passé « proto-national » plus reculé⁶. Parmi ces héritages redécouverts et recomposés, l'expérience de la Réforme et de la conquête, des spoliations et des discriminations religieuses aux XVI^e et XVII^e siècles ont nourri en Irlande les discours et les imaginaires nationalistes.

Le sentiment national repose sur la conviction partagée qu'il existe une communauté « naturelle » enracinée depuis le fond des âges (« nos morts ») sur un territoire spécifique (celui de ses ancêtres) où elle est destinée à se perpétuer⁷. La solidarité entre les membres de cette « commu-

nauté imaginée» — au sens où la plupart des individus qui la composent ont conscience d'appartenir à un ensemble homogène sans s'être jamais rencontrés⁸ — est réputée l'emporter sur toute autre affiliation politique ou sociale. Cette relation charnelle et tellurique à la Nation s'est avérée puissamment mobilisatrice en Irlande où, très tôt dans le XIX^e siècle, l'idée nationale possède un fort pouvoir de séduction comme idéologie émancipatrice, sur des minorités intellectuelles agissantes d'abord, puis sur des groupes humains plus considérables.

Les contours et la reconnaissance de cette communauté nationale ont été sources de débats et d'affrontements : face à l'ennemi britannique (qui dénie la souveraineté de la nation irlandaise); parfois au sein même du groupe (comme pendant la guerre civile de 1922-1923); ou encore avec les unionistes, membres de l'autre communauté installée sur l'île. Inclure celle-ci à notre présentation⁹, c'est retenir l'hypothèse selon laquelle il existe bien en Irlande une définition concurrente de l'*Irishness*, née de l'altérité et de la confrontation, qui a donné vie à un rameau irlandais-ulstérien du nationalisme impérial britannique. Les unionistes possèdent leur propre récit fondateur et défendent avec la même ferveur un imaginaire distinctif, inconciliable avec celui de «l'Autre», auquel pourtant il s'adosse, entre stigmatisation et imitation.

Avant l'Acte d'Union : du « patriotisme colonial »¹⁰ aux Irlandais Unis

Aux XVI^e et XVII^e siècles, l'Angleterre impose à l'Irlande conquise l'autorité politique et spirituelle des souverains, la confiscation des terres catholiques, redistribuées à des colons anglicans, ainsi qu'un arsenal législatif « antipapiste », les Lois pénales, qui parachève la soumission des catholiques irlandais, soit 80 % de la population¹¹.

Pourtant, au XVIII^e siècle, les premières contestations de l'état de sujétion dans lequel la Grande-Bretagne maintient l'Irlande apparaissent au sein de la minorité anglo-irlandaise protestante. À partir de 1759, un parti « patriote » réclame une plus large autonomie. Entre 1778 et 1782, soucieux de désamorcer les menaces d'une révolution à l'américaine ou d'une invasion française, les Britanniques concèdent la levée des restrictions commerciales, l'autonomie législative du parlement de Dublin¹² et l'abrogation d'une partie des Lois pénales. Ce premier élan national, visant à limiter l'ingérence de Londres sans remettre en question la connexion britannique, repose sur une définition très restrictive de la nation irlandaise, identifiée aux seuls protestants, sinon aux seuls anglicans, et à leurs intérêts, même si une partie des « patriotes », tel Henry Grattan, soutient certaines revendications catholiques.

En 1791, en marge du mouvement patriote, l'onde de choc de la Révolution française conduit à la création de la Société des Irlandais Unis qui

défend, au nom de la liberté et de l'égalité entre tous les individus, une vision plus inclusive de la communauté nationale, au sein de laquelle catholiques et protestants trouvent également leur place. L'avocat anglican Theobald Wolfe Tone, son principal dirigeant, milite en faveur du suffrage universel masculin et de la suppression de l'ensemble des Lois pénales. En 1792 et 1793, le gouvernement, inquiet d'une possible contagion révolutionnaire, abolit la plupart des discriminations religieuses encore en vigueur. Le droit de vote est accordé aux catholiques irlandais les plus aisés, mais l'éligibilité leur est toujours refusée. Interdite en 1794, la Société des Irlandais Unis se convertit à un républicanisme révolutionnaire d'inspiration française. Elle se rapproche des *Defenders*, membres d'une autre organisation clandestine, rurale et catholique, qui témoigne d'un précoce processus de politisation populaire et se caractérise par un antiprotestantisme virulent. Sur l'île, l'alliance des Irlandais Unis et des *Defenders* agit en repoussoir pour nombre de protestants, déjà réticents face aux visées séparatistes des partisans de Wolfe Tone.

En mai 1798, l'insurrection est déclenchée. Le soutien français, tant attendu par Tone, est trop limité et trop tardif¹³. L'échec sanglant des Irlandais Unis illustre toute la difficulté de construire en Irlande un mouvement national populaire et unitaire, qui aura finalement contribué à renforcer les antagonismes confessionnels qu'il voulait transcender. Décimés, les Irlandais Unis entrent au panthéon nationaliste et Wolfe Tone acquiert le statut de père fondateur du républicanisme irlandais, dont il devient aussi le premier martyr, après s'être tranché la gorge en prison. En 1803, le soulèvement manqué de Robert Emmet constitue la queue de comète du mouvement des Irlandais Unis¹⁴.

L'exploration des possibles nationalistes à l'époque de l'Union (1801-1921)

L'échec de la rébellion des Irlandais Unis conduit au renforcement de la tutelle britannique. Le 1er janvier 1801, l'Acte d'Union donne naissance au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Le Parlement de Dublin est dissous ; les représentants de l'île verte rejoignent Westminster. L'Irlande est formellement intégrée au noyau central de l'Empire, mais le partenariat entre égaux n'a jamais vraiment été à l'ordre du jour et le statut de l'île n'a cessé de faire débat.

Le nationalisme constitutionnel, du « Repeal » au « Home Rule »

Au XIX^e siècle, l'option constitutionnelle recueille la plus large audience. Plusieurs formules de *self-government*, aux contours à dessein souvent

vagues, ont jalonné la période de l'Union. Quel que soit le projet retenu, il prévoit *a minima* le rétablissement de la souveraineté irlandaise, par les voies légales et la pression populaire mais sans faire usage de la violence, même si le discours sur ce thème, notamment chez Charles Stewart Parnell, est parfois empreint d'une certaine ambiguïté. Si la nature du lien avec la Grande-Bretagne, une fois l'autonomie acquise, alimente le débat, il n'est jamais question d'une rupture complète avec la Couronne. Il y a bien compatibilité entre plusieurs identifications, nationale et impériale, qui, au premier abord, peuvent sembler peu conciliables¹⁵.

Le premier XIX^e siècle est celui de l'émergence d'un nationalisme catholique de masse, au sein duquel l'engagement du clergé s'est avéré déterminant. Daniel O'Connell est le chef charismatique d'un mouvement qui obtient, à l'issue d'une intense campagne menée entre 1823 et 1829, la complète égalité des droits entre catholiques et protestants (*Catholic Emancipation*), mais qui échoue ensuite, malgré une mobilisation plus impressionnante encore dans les années 1840, à faire abroger l'Acte d'Union (*Repeal*) et à rétablir le parlement irlandais. L'engagement du grand nombre dans une agitation nationaliste populaire (la « conscience nationale » circule au sein de toutes les strates de la société¹⁶), moins élitiste dans ses formes, mais aussi mieux structuré et canalisé, constitue la grande originalité de ces années. Les paysans irlandais adhèrent, pour une somme modique, à l'Association catholique, puis à celle pour l'abrogation de l'Union; ils participent aux *monster meetings* qui symbolisent, en marge des voies électorales et parlementaires, la reconquête de l'espace politique par les catholiques.

Il faut attendre les années 1870 pour que le Home Rule ravive le flambeau de l'autonomie. Le projet, qui domine la scène nationaliste jusqu'à la Grande Guerre, n'est pas sans faire écho au précédent, jusque dans ses formes, et dans sa volonté de conjuguer pression parlementaire et agitation populaire. Dans les années 1880, le mouvement, marqué par la personnalité de Parnell, semble en mesure de dépasser les contradictions du nationalisme irlandais: il obtient le soutien des révolutionnaires, des modérés, de l'Église catholique et des partisans des réformes agraires¹⁷. En 1886 et 1893, deux projets de loi prévoyant le rétablissement de la souveraineté législative irlandaise sont présentés au Parlement par le cabinet libéral de Gladstone, mais échouent face au front commun des conservateurs et des unionistes. En 1913, un 3^e projet de Home Rule est rejeté par la Chambre des Lords. Toutefois, depuis 1911, le veto de la Chambre Haute n'est plus que suspensif, pour deux ans. À brève échéance, le dernier obstacle constitutionnel contre l'autonomie irlandaise devait donc être levé. Mais la Grande Guerre change la donne; la loi est ajournée en août 1914.

*L'option séparatiste et républicaine,
un horizon d'attente longtemps minoritaire*

Plusieurs mouvements se réclamant du séparatisme républicain se succèdent au XIX^e siècle, avec la même volonté de rompre radicalement avec la Couronne britannique, par tous les moyens, y compris la lutte armée et clandestine. Ils fustigent l'union de façade derrière laquelle se perpétue une situation de domination coloniale.

Précisons toutefois que l'opposition nationalisme constitutionnel/nationalisme révolutionnaire n'a jamais été absolue. La Jeune Irlande, par exemple, a d'abord été active au sein du mouvement d'O'Connell, avant de s'en distinguer et de mener la rébellion avortée de 1848. Après la Grande Famine (1846-1851)¹⁸, la dynamique séparatiste est relancée par les *fenians* (ou Irish Republican Brotherhood) qui, à partir de 1858, se constituent en société secrète conspiratrice en Irlande et aux États-Unis, où se développe une forme de « nationalisme à distance », diasporique, caractéristique du cas irlandais¹⁹. Les *fenians* pratiquent le terrorisme et frappent partout où des intérêts britanniques peuvent être atteints, au Canada, en Angleterre, en Irlande. En 1867, une tentative de soulèvement échoue à Dublin. En dépit des revers successifs, l'esprit *fenian* — sacrifice et insoumission — continue d'irriguer l'imaginaire républicain fin-de-siècle.

Le séparatisme révolutionnaire est souvent associé au nationalisme culturel, porté par des intellectuels « déclassés » qui partagent une vision romantique de la communauté nationale et considèrent que la redécouverte de « l'âge d'or » de la civilisation gaélique d'avant l'invasion anglaise doit naturellement conduire à rétablir l'Irlande de demain dans son authenticité passée²⁰. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, le processus volontariste « d'invention de la tradition » celtique, amorcé par Thomas Davis et la Jeune Irlande, s'enrichit avec la création de la Gaelic Athletic Association (1884) et de la Gaelic League (1893). En 1905, Arthur Griffith lance le Sinn Féin (« nous-mêmes »), un parti nationaliste plutôt modéré, qui puise à la source du *celtic revival* et ne deviendra vraiment républicain, et populaire, qu'après le soulèvement de 1916.

Cette année-là, le lundi de Pâques, quelque 1 500 insurgés, hostiles à l'engagement aux côtés des Britanniques dans la Grande Guerre, proclament la République. Les rebelles capitulent en six jours. L'ampleur de la répression — les principaux meneurs (Thomas Clarke, Patrick Pearse, James Connolly) sont exécutés — précipite le retournement d'une opinion irlandaise jusque-là restée fidèle aux promesses d'autonomie avancée. Dès lors, le soulèvement de 1916 est élevé au rang de révolution fondatrice de l'État irlandais. L'horizon d'attente séparatiste, qu'incarne désormais le Sinn Féin, supplante celle du Home Rule. En janvier 1919, la déclaration d'indépendance conduit au conflit avec la Grande-Bretagne, au cours

duquel la branche armée du pouvoir auto proclamé, l'IRA (Irish Republican Army) de Michael Collins, mène la guérilla à travers le pays. À l'issue de la guerre, le traité du 6 décembre 1921 entérine la séparation de l'île en deux entités distinctes. L'Irlande du Nord demeure partie intégrante du Royaume-Uni; le reste de l'île, désormais « État Libre », se voit octroyer une « quasi-indépendance », qui n'est pas encore la République tant désirée: le lien symbolique avec la Couronne est maintenu, le souverain demeure le chef de l'État.

*Nationalisme et question sociale*²¹

La force du nationalisme comme idéologie politique réside dans sa capacité à convaincre les populations que leurs multiples aspirations (politiques, sociales, économiques, culturelles, religieuses) se verront satisfaites dans le sillage de l'avènement de la Nation, qui « subsume [...] en son sein toutes les autres allégeances »²². La subordination du socio-économique au national, en particulier, est récurrente dans le discours nationaliste. Chez Daniel O'Connell, mais en l'occurrence les *fenians* ne disent pas autre chose, l'union de tous les Irlandais conduira à l'avènement de la souveraineté nationale, étape nécessaire sur le chemin de la prospérité économique et de la résolution des problèmes sociaux.

Parmi les tenants de la rupture républicaine à la fin des années 1840, James Fintan Lalor se distingue cependant par un discours social plus radical. À ses yeux, « la reconquête de nos libertés serait incomplète et vaine sans la reconquête de nos terres »²³, c'est pourquoi il appelle, sans parvenir à ses fins, à la destruction de l'ordre inégalitaire imposé par les landlords et à la redistribution des terres aux paysans, afin de les transformer en petits propriétaires. L'idée selon laquelle la résolution de la question agraire s'inscrit dans le cadre du combat pour l'émancipation nationale se concrétise à la fin des années 1870, quand Parnell, associé à l'ancien *fenian* Michael Davitt, réussit à fédérer élan nationaliste et luttes sociales au sein d'une *Irish National Land League* qui obtient en 1882 la reconnaissance des droits fondamentaux des tenanciers²⁴, à l'issue d'un bras de fer de trois ans avec le gouvernement. Davitt est aussi le promoteur d'un programme atypique d'émancipation des paysans, comprenant notamment la nationalisation des terres, une mesure qui ne sera pas retenue. Au contraire, en 1903, le *Wyndham Act* clôt le cycle de l'agitation agraire en facilitant l'accession des paysans à la propriété.

Des conflits sociaux, cette fois plus urbains et industriels, grandes grèves ouvrières de Belfast en 1907 et de Dublin en 1913, jalonnent les premières décennies du XX^e siècle. Des protestations qui n'ont pas connu de traduction politique d'envergure, malgré les efforts d'un James Connolly, syndicaliste, marxiste, personnage à la fois central et peu

orthodoxe au sein de la mouvance séparatiste. Minoritaire au sein de la minorité, Connolly prend part, avec sa petite *Citizen Army*, à l'insurrection de 1916, aux côtés d'autres nationalistes révolutionnaires, dont la plupart sont loin de partager son idéal d'établir en Irlande une république socialiste. Pour Connolly, croiser le fer avec la Grande-Bretagne revenait à lutter en même temps contre l'impérialisme et contre le capitalisme, contre la sujétion nationale et contre la sujétion sociale. La décennie 1913-1923, souvent qualifiée de période de la «révolution irlandaise»²⁵, en référence aux ruptures politiques et institutionnelles qui la caractérisent, n'a pas débouché sur une «révolution sociale» au sens où l'entendait la minorité de révolutionnaires socialistes.

L'affirmation de l'unionisme

À l'époque de l'Union, si plusieurs figures nationalistes sont issues de familles anglicanes (Parnell ou Douglas Hyde, le fondateur de la Gaelic League) et presbytériennes (John Mitchel, l'un des principaux théoriciens du séparatisme au XIX^e siècle), la grande majorité des protestants, toutes catégories sociales confondues, rallie le camp unioniste, qui se dresse vent debout contre les projets successifs d'émancipation du giron britannique.

Au XVIII^e siècle, l'affirmation identitaire de l'élite anglo-irlandaise, on l'a vu, passait plutôt par la reconnaissance et la défense des institutions insulaires (le parlement de Dublin), même si, dès les années 1790, les clivages ethno-culturels s'étaient déjà traduits par de violents affrontements sectaires. Au XIX^e siècle, la montée en puissance du nationalisme «vert» / catholique renforce le sentiment obsidional des protestants, pour lesquels, désormais, le salut passe par le maintien de la connexion constitutionnelle avec la Grande-Bretagne. L'unionisme se pose en garant de l'identité, et des prérogatives, de la communauté protestante. Ses partisans conjuguent la fierté d'être britanniques et le loyalisme sans failles à la Couronne avec la spécificité de leur enracinement, territorial et historique, irlandais/ulstérien.

Après 1829, face à la menace de «l'Autre» catholique qui se précise, l'unionisme devient plus que jamais une identité-refuge. Déjà, le nord-est de l'île concentre l'essentiel de ses forces. Les violences sectaires sont fréquentes, qui impliquent souvent l'Ordre d'Orange, organisation anticatholique fondée en 1795 en souvenir des victoires du roi protestant Guillaume d'Orange sur les «papistes»²⁶, et qui incarne la voie extrême du loyalisme. En 1885-1886, les protestants du Nord font bloc contre le projet de Home Rule et l'unionisme s'impose comme une force politique constituée et organisée. En 1912, à l'annonce du troisième projet d'autonomie, l'Ulster unioniste entre en résistance. Des rassemblements sont organisés pour signifier le refus de toute concession. Par la voix de leur chef emblématique, Edward Carson, les unionistes menacent d'établir un gouverne-

ment provisoire de la province. En toute illégalité, une milice armée, l'Ulster Volunteer Force, est levée en janvier 1913. Lorsqu'éclate la Grande Guerre, la province est au bord de la guerre civile. Pour les unionistes d'Irlande du Nord, le soulèvement de Pâques 1916 est vécu comme une trahison supplémentaire. La mémoire protestante retient du conflit mondial le sacrifice de la 36^e division d'Ulster, composée de volontaires orangistes de l'UVF, décimée au cours de l'offensive sur la Somme. En 1921, la partition, envisagée comme issue par les autorités britanniques depuis plusieurs années, devient réalité : conformément au souhait majoritaire des unionistes, six comtés du nord-est demeurent au sein du Royaume-Uni.

L'histoire de l'unionisme a longtemps été l'apanage des thuriféraires ou des ennemis de la cause loyaliste. Depuis les années 1970, dans un contexte marqué par la guerre civile, une nouvelle historiographie, distincte d'une histoire unioniste ou anti-unioniste, a largement renouvelé les perspectives et multiplié les éclairages, interrogeant notamment la construction de l'identité unioniste, son évolution, sa complexité aussi, entre *Irishness*, *Britishness* et *Scottishness*²⁷.

Les nationalismes « partitionnés » : entre institutionnalisation et exacerbation

Après 1921, les nationalismes ont continué de marquer l'histoire de l'Irlande, suivant des modalités différentes au Sud et au Nord. Dans les deux cas, le clivage politique gauche-droite et les débats socio-économiques qui ont jalonné l'histoire des démocraties occidentales au XX^e siècle ont été largement masqués par le poids des héritages nationalistes ou par l'actualité des tensions communautaires.

Les nationalistes au pouvoir

En juin 1922, une fraction du Sinn Féin, de l'IRA et de l'opinion rejette le traité anglo-irlandais du 6 décembre 1921 et entre en dissidence, au nom de l'idéal républicain. Jusqu'en mai 1923, une guerre fratricide opposant les « pragmatiques » (favorables au Traité) aux « puristes » (minoritaires, conduits par de Valera) fait des centaines de morts, dont Michael Collins. Les vainqueurs, « pro-Traité », au pouvoir jusqu'en 1932, puis les républicains du Fianna Fáil d'Eamon De Valera (qui a accepté en 1926 de participer au jeu parlementaire, sans renier son objectif séparatiste) jettent les bases de l'État-Nation irlandais démocratique. La « nationalisation » de l'Irlande souveraine est à l'ordre du jour. L'Irlande rurale est célébrée. Le gaélique devient langue officielle, avec l'anglais, obligatoire dans le primaire, apprise par tous... mais toujours peu usitée au quotidien. L'influence de

L'Église catholique est considérable. La Constitution de 1937 lui reconnaît une « position spéciale », supprimée en 1972 par référendum. Jusqu'aux années 1960, un pesant « ordre moral » est de rigueur, avec notamment censure artistique (films, livres) et interdiction du divorce (qui perdure jusqu'en 1995)²⁸.

La rupture avec la Grande-Bretagne est cependant loin d'être radicale. L'héritage britannique est certain dans l'organisation de la justice, de la police, de la fonction publique, ainsi que dans l'établissement d'un système parlementaire stable. L'arrivée au pouvoir du Fianna Fáil en 1932 marque une inflexion dans un sens nationaliste plus intransigeant. Le serment de fidélité à la Couronne prononcé par les parlementaires est aboli. De Valera promeut une politique économique protectionniste, visant à l'autosuffisance, marquée par la création de compagnies nationales et par une « guerre économique » avec la Grande-Bretagne (1932-1938). Pendant la Deuxième Guerre mondiale, au nom de l'indépendance vis-à-vis de l'île voisine, l'État irlandais choisit la neutralité. En 1949, la proclamation de la République constitue un aboutissement du point de vue nationaliste. La relation privilégiée avec le voisin britannique demeure mais l'Irlande quitte symboliquement le Commonwealth. Depuis, le pays connaît une sécularisation très progressive et vit au rythme de l'alternance au pouvoir de partis ou de coalitions (autour du Fianna Fáil ou du Fine Gael, respectivement successeurs des anti- et des pro-Traité de 1921) aux projets socio-économiques peu divergents, qui se revendiquent de l'héritage de la « révolution irlandaise ». La lourde défaite du Fianna Fáil aux élections générales de février 2011 semble toutefois indiquer que la crise financière pourrait durablement faire évoluer la donne politique²⁹.

Depuis la partition, la réunification de l'île sous l'égide de Dublin est un souhait souvent exprimé ; jusqu'en 1999, la revendication est même inscrite dans la constitution de la République³⁰. Toutefois, depuis plusieurs décennies déjà, les enquêtes successives montrent que l'irréductibilité ne constitue pas un enjeu majeur dans l'opinion, ni un argument électoral de premier ordre. Le soutien de la République aux nationalistes constitutionnels³¹ d'Irlande du Nord se fait discret et Dublin semble se satisfaire du statu quo actuel et du partage des responsabilités dans la province.

L'Irlande du nord, ou le conflit continué

Par-delà la frontière, les unionistes représentent à l'époque de la partition les deux tiers du 1,3 million de Nord-Irlandais. En 1921, l'Ulster obtient ses propres institutions : un exécutif local et un Parlement autonome (le *Stormont*), à qui Londres laisse les coudées franches pour établir un « État protestant », au sein duquel les privilèges accordés aux protestants sont

justifiés par la menace que ferait peser sur la province la (forte) minorité nationaliste, déloyale car inféodée à une puissance étrangère, le Pape, et à un pouvoir étranger, L'État Libre (puis la République) d'Irlande. Jusqu'en 1972, l'alternance politique n'existe pas et l'Ulster Unionist Party, qui bénéficie du redécoupage injuste des circonscriptions électorales, règne sans partage.

Cloisonnement communautaire et ségrégation socio-spatiale sur des bases confessionnelles n'excluent pas les tensions et les affrontements parfois meurtriers, comme entre 1920 et 1922 ou au cours de la campagne d'attentats (*border campaign*) orchestrée par l'IRA entre 1956 et 1962. En octobre 1968 et en janvier 1969, des marches pacifiques réclament la justice, la fin des « pouvoirs spéciaux » octroyés au gouvernement local en matière de maintien de l'ordre et l'abolition des discriminations (à l'emploi, public et privé, au logement, dans l'éducation) à l'encontre des catholiques. Leur violente répression constitue le point de départ d'une guerre civile larvée. Les institutions provinciales sont suspendues, l'armée britannique intervient, une fraction de l'IRA (la Provisional IRA) reprend les armes, ainsi que les paramilitaires unionistes de l'UVF et de l'UDA. « Les Troubles » ont dévasté l'Irlande du Nord et fait plus de 3 500 morts, au cours de trois décennies ponctuées par les combats de rues, les attentats, les brutalités et « bavures » policières et militaires (tel le « Bloody Sunday » de 1972).

La situation évolue dans les années 1990, à mesure que les limites de la lutte armée, le désir de paix et la lassitude des populations s'affirment. En 1998, les négociations multipartites aboutissent à l'accord dit de Belfast ou du Vendredi Saint, accepté par le Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA. Ce texte de compromis constitue la matrice d'un processus de paix qui, bien que chaotique, semble aujourd'hui consolidé. À la violence et au « no compromise » a succédé une phase d'apaisement, de dialogue et de coopération interétatique. Depuis 2007, la situation s'est stabilisée. Si elle demeure laborieuse et encore incertaine, la cogestion de la province est désormais effective³². À Belfast, en une décennie, la physionomie de la ville a changé, les *checkpoints* et les patrouilles militaires ont disparu, les frontières géographiques entre les quartiers sont aisément franchissables, mais les lignes de front identitaires ne se déplacent encore que très lentement. Dans les urnes, les électeurs votent massivement en faveur de la poursuite du processus de paix mais les choix restent prioritairement déterminés par les appartenances communautaires³³. L'Irlande du Nord, toujours très polarisée, n'est pas encore une société post-nationaliste.

Conclusion

En Irlande, l'appel à la résistance nationale et « autochtone » face à la domination étrangère a provoqué une véritable lame de fond, laissant peu

d'espace à d'autres formes d'adhésion collective à grande échelle, si ce n'est l'affirmation du « contre-projet » unioniste au nord-est de l'île. L'appartenance à la communauté gaélique d'origine (les racines, la langue, la culture), préexistante à l'invasion anglaise et qui prédisposerait l'individu dès sa naissance, constitue un argument privilégié pour se distinguer du reste du monde, surtout lorsqu'il est britannique. Le catholicisme représente l'autre référence identitaire majeure. Au XIX^e siècle, il symbolise l'insoumission. Puis, dans l'Irlande Libre d'après la « révolution » (au cours de laquelle les acteurs étaient pour la plupart des « révolutionnaires catholiques »), l'Église a occupé une place de choix, en toute logique... nationaliste irlandaise. Plus près de nous, la qualification de « catholique » ou de « protestant » demeure un puissant marqueur identitaire en Irlande du Nord. Si certaines grandes figures d'origine protestante associées au nationalisme culturel (à l'instar de Davis, Hyde ou William B. Yeats) ont pris soin de dissocier appartenance confessionnelle et appartenance nationale, bien souvent les deux dimensions religieuses et ethniques de l'*Irishness* ont été profondément entremêlées.

Le nationalisme irlandais, envisagé comme idéologie de l'émancipation nationale, a aussi été abordé dans cet article comme un phénomène évolutif aux ramifications multiples, composé de mouvements qui coexistent ou se succèdent, qui proposent des solutions diverses à la question nationale, depuis l'association avec la Couronne jusqu'à la création d'un État irlandais indépendant, et qui s'appuient sur des pratiques variées, allant de l'agitation pacifique à la lutte armée. Un phénomène assez récent enfin, qui s'inscrit à la fois dans une dynamique supranationale née de « l'ère des révolutions » et dans une histoire plus spécifique, celle du « ménage à trois » constitué par la Grande-Bretagne et les deux communautés, nationaliste et unioniste, qui rivalisent en Irlande et dans la diaspora.

Les enjeux du passé (la relation au voisin britannique, les formes de la domination, la fabrique contestée de la nation irlandaise) sont distincts de ceux du présent (le difficile processus de paix au Nord ; les failles du système politique au Sud), et il ne s'agit pas, bien entendu, de les confondre. En revanche, le questionnement sur le passé, et sur le rapport entretenu par nos contemporains avec ce passé, ouvre de larges fenêtres sur la compréhension du présent. En la matière, l'étude des nationalismes et des mouvements nationaux offre un éclairage privilégié.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'auteur tient à remercier Fabrice Bensimon, Olivier Coquelin et Maurice Goldring pour leurs relectures attentives et leurs conseils.
2. Plusieurs auteurs ont discuté et comparé ces différents « modèles » nationalistes, en particulier : David George Boyce, *Nationalism in Ireland*, London,

- Routledge, 1995 (1^e éd. 1982); Tom Garvin, *The Evolution of Irish Nationalist Politics*, Dublin, Gill & Macmillan, 1981 ou encore, pour une référence plus récente: Richard English, *Irish Freedom. The History of Nationalism in Ireland*, Oxford, Macmillan, 2006.
3. Richard English, *Irish Freedom...*, *op. cit.*, p. 3.
 4. Nous nous inscrivons ici dans le sillage des travaux de Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989 (1^e éd. en anglais 1983); Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996 (1^e éd. en anglais 1983) et Éric J. Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1992 (1^e éd. en anglais 1990).
 5. Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999, p. 11.
 6. Alors qu'Éric J. Hobsbawm et Terence Ranger (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Éd. Amsterdam, 2006 (1^e éd. en anglais 1983), insistent sur la rupture contemporaine, Anthony D. Smith et John Hutchinson sont les principaux représentants d'une historiographie qui met davantage l'accent sur les continuités et la *longue durée*. Sans adhérer à une vision pérennaliste de la nation, ces derniers placent les racines ethniques et les héritages culturels anciens au fondement du nationalisme et des nations modernes. Pour une récente présentation de cette approche dite «ethno-symboliste», voir Anthony D. Smith, *Ethno-Symbolism and Nationalism. A Cultural Approach*, London, Routledge, 2009.
 7. Sur le besoin de «raciner» les populations, voir l'analyse de Marcel Detienne, *L'identité nationale, une énigme*, Paris, Gallimard, 2010.
 8. Benedict Anderson, *L'imaginaire national...*, *op. cit.* C'est pourquoi le développement des moyens de communication de masse (l'imprimé, puis les câbles, le téléphone, la radio...) est au cœur de sa démonstration.
 9. Comme nous avons choisi de le faire, après d'autres, en particulier Alvin Jackson, *Ireland, 1798-1998. War, Peace and Beyond*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2010 (1^e éd. 1999). La question a aussi été posée par des chercheurs français: André Guillaume, *L'Irlande. Une ou deux nations?*, Paris, PUF, 1987, et surtout Maurice Goldring, *Gens de Belfast. Deux peuples sans frontières*, Paris, L'Harmattan, 1994.
 10. David George Boyce, *Nationalism in Ireland...*, *op. cit.*, p. 18-19.
 11. Si elles ne furent pas toujours strictement appliquées, les Lois pénales possédaient une très forte valeur symbolique et vexatoire: elles excluaient les catholiques de la citoyenneté et de la propriété, leur interdisaient de posséder une arme, de devenir fonctionnaire ou magistrat, etc. Outre les «papistes», les *Dissenters* (protestants non-conformistes) étaient aussi touchés par la législation discriminatoire, à un degré moindre toutefois.
 12. Les Irlandais obtiennent notamment l'abolition du Declaratory Act de 1720 et la révision de la loi Poynings de 1494, qui instituaient la subordination du parlement de Dublin à celui de Westminster.
 13. En août 1798, un millier de soldats français (et avec eux W. Tone en personne) débarque près de Killala. Une précédente expédition, organisée par Hoche en 1796, s'était déjà soldée par un échec, les bateaux français n'ayant jamais réussi à accoster.

14. Emmet, exécuté le 20 septembre 1803, accède à son tour au rang de héros de la cause républicaine. Le discours qu'il prononça au cours de son procès est devenu un texte emblématique pour plusieurs générations de nationalistes révolutionnaires.
15. L'historiographie récente se montre attentive aux nuances et aux reconfigurations du sentiment national et de *l'irishness* dès lors qu'on envisage ces questions à d'autres échelles, impériales ou mondiales. Voir par exemple Pauline Collombier-Lakeman, « Ireland and the Empire: The ambivalence of Irish constitutional nationalism », *Radical History Review*, no. 104, 2009, p. 57-76. Pour une mise au point en français, je me permets de renvoyer à Laurent Colantonio, « L'Irlande, les Irlandais et l'Empire britannique à l'époque de l'Union (1801-1921) », *Histoire@Politique*, no. 14, mai-août 2011.
16. La troisième phase du processus de construction nationale conceptualisé par l'historien tchèque Miroslav Hroch est alors entamée: une étape au cours de laquelle le nationalisme devient phénomène de masse. Voir Miroslav Hroch, *Social Preconditions of National Revival in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985. Selon Hroch, dans une première phase, une minorité d'intellectuels et de théoriciens isolés s'emploient littéralement à faire naître, ou à leurs yeux faire re-naître, la nation, à élaborer la « check list » identitaire. À l'étape suivante, un groupe étoffé de militants de la cause nationale, élargi aux classes moyennes, instruites mais souvent exclues du pouvoir politique, approfondit le travail « d'invention de la tradition » et investit l'espace politique.
17. Une « union sacrée » qui repose en partie sur l'ambiguïté du projet: l'autonomie doit-elle être envisagée comme un point d'aboutissement ou comme un tremplin vers l'indépendance et la République? Voir l'analyse proposée par Alan O'Day, « Home Rule and the historians », dans D George Boyce and Alan O'Day (dir.), *The Making of Modern Irish History. Revisionism and the Revisionist Controversy*, London/New York, Routledge, 1996, p. 141-162.
18. Si la Grande Famine a largement contribué à briser l'élan nationaliste en Irlande pendant une décennie, l'événement a immédiatement été intégré au récit nationaliste, comme témoignage supplémentaire de l'oppression britannique. Chez les plus révolutionnaires (à l'instar de John Mitchel pour qui « Certes, le Tout-Puissant a envoyé le mildiou, mais ce sont bien les Anglais qui ont créé la Famine ») comme pour les plus modérés, la démonstration de la culpabilité britannique est centrale dans l'explication de la catastrophe.
19. L'expression « long-distance nationalism » est employée par Benedict Anderson, *The Spectre of Comparisons. Nationalism, Southeast Asia and the World*, Londres, Verso, 1998, chap. 3, p. 59-74, qui rappelle aussi que le nationalisme a souvent été une idéologie de l'exil.
20. Voir Maurice Goldring, *Pleasant the Scholar's Life. Irish Intellectuals and the Construction of the Nation State*, Londres, Serif, 1993.
21. Dans le cadre de cet article, nous nous limitons à explorer les liens entre question nationale et question sociale, mais il aurait été tout aussi pertinent d'aborder les rapports entre genre et nationalisme (notamment la question de la reproduction et des formes de la domination masculine au sein des mouvements nationalistes), ou entre souveraineté nationale et souveraineté popu-

- laire (sur ce point, voir Laurent Colantonio, « Mobilisation nationale, souveraineté populaire et normalisations en Irlande », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, no. 42, 2011/1).
22. Richard English, *Irish Freedom...*, *op. cit.*, p. 481.
 23. James Fintan Lalor, cité par Olivier Coquelin, « Lalor, Davitt et Connolly, ou l'avènement de l'aile gauche du mouvement révolutionnaire irlandais, 1846-1916 », *La Revue LISA/LISA e-journal*, 2006.
 24. Les fameux trois F's: un loyer raisonnable (*Fair rent*), la garantie contre les expulsions tant que le fermage est payé (*Fixity of tenure*) et la possibilité de vendre librement son droit d'occupation du sol (*Free sale*).
 25. Joop Augusteijn (dir.), *The Irish Revolution, 1913-23*, Basingstoke, Palgrave, 2002.
 26. À l'issue de ce qui demeure dans l'historiographie (et la mémoire) britannique la « Glorious Revolution », le roi catholique Jacques II fut déposé et remplacé en février 1689 par son gendre, Guillaume III d'Orange, prince étranger protestant (calviniste). Le 12 juillet 1690, Guillaume remportait la bataille de la Boyne, en Irlande, contre son beau-père qui avait choisi l'île catholique pour tenter de reconquérir le trône. C'est en hommage à celui qui a écrasé les « papistes » en Irlande que l'Ordre d'Orange a choisi son nom et défile chaque année, le 12 juillet, pour commémorer sa victoire.
 27. Pour un panorama de ce renouvellement de l'histoire de l'unionisme, voir Laurence M. Geary et Margaret Kelleher (dir.), *Nineteenth-Century Ireland. A Guide to Recent Research*, Dublin, UCD Press, 2005. Dans une bibliographie foisonnante, un article stimulant (Alvin Jackson, « Unionist myths », *Past and Present*, 136, 1992, p. 164-185) et quelques « classiques »: Richard English et Graham Walker (dir.), *Unionism in Modern Ireland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1996; James Loughlin, *Ulster Unionism and British National Identity since 1885*, Londres, Pinter, 1995; Frank Wright, *Two Lands on One Soil: Ulster Politics Before Home Rule*, Dublin, Gill & Macmillan, 1996; D. George Boyce et Alan O'Day (dir.), *Defenders of the Union. A Survey of British and Irish Unionism since 1800*, Londres, Routledge, 2001. En français, on pourra consulter Wesley Hutchinson, *Espaces de l'imaginaire unioniste nord-irlandais*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2000. Enfin, la remarquable synthèse d'Alvin Jackson, *Ireland, 1798-1998...*, *op. cit.*, intègre ces acquis de la recherche dans un récit équilibré qui fait référence.
 28. Pour l'ancien révolutionnaire et intellectuel Seán O'Faoláin, lui-même victime de la censure, l'Irlande indépendante qu'il a contribué à faire advenir est alors « le pire pays au monde pour les intellectuels », lettre de 1948, citée par Maurice Harmon, *Seán O'Faoláin*, London, Constable, 1994, p. 181. Dans un autre registre, la libéralisation complète de la contraception n'advient qu'en 1985, et l'avortement est toujours prohibé en 2011.
 29. En effet, pour la première fois de son histoire, le *Fianna Fáil* n'est plus la principale force politique du pays à la Chambre Basse du Parlement irlandais (*Dáil Éireann*). Il ne se classe que 3^e, obtenant 17,4 % des voix et 19 sièges, loin derrière son rival historique le *Fine Gael* (36,1 % des voix et 76 sièges), et même derrière le *Labour Party* qui pour sa part se hisse pour la 1^{re} fois au 2^e rang avec 19,4 % des voix et 37 sièges.

30. Suite à l'Accord de paix de 1998, les articles 2 et 3 de la Constitution irlandaise, jugés illégitimes par les unionistes, ont été amendés, supprimant toute référence explicite à l'objectif « historique » de réunification territoriale. Le texte en vigueur depuis 1937 stipulait sans réserve que « Le territoire national est constitué de l'ensemble de l'île ». La nouvelle formulation présente désormais la réunification comme une hypothèse (« a united Ireland ») qui ne pourra se réaliser sans « le consentement de la majorité de la population », au Nord comme au Sud, et seulement par les voies pacifiques et démocratiques.
31. L'État sud-irlandais condamne le terrorisme, et l'IRA y est interdite depuis les années 1930.
32. L'accord de 1998 prévoit le partage du pouvoir et, sur cette base, la mise en place d'institutions nouvelles: un gouvernement mixte de la province, une Assemblée nord-irlandaise autonome, une coopération et un dialogue renforcés entre Belfast, Londres et Dublin. Les difficultés du passage du militaire au politique (en particulier les questions du désarmement des paramilitaires et de l'amnistie des prisonniers politiques) ont conduit à la suspension de ces institutions, en 2000, puis entre 2002 et 2007.
33. Lors des élections à la Chambre des Communes (Westminster) en 2010, les unionistes, toutes tendances confondues, ont obtenu autour de 50,5% des voix, tandis que les nationalistes en recueillaient 42%, ne laissant aux autres partis (Alliance, Green Party...) qu'environ 7,5% des suffrages. Plus récemment encore, les élections à l'Assemblée d'Irlande du Nord (Stormont) de mai 2011 ont confirmé le poids du vote communautaire: sur les 108 sièges à pourvoir, 56 ont été gagnés par les unionistes (dont 38 au DUP) et 43 par les nationalistes (dont 29 au Sinn Féin). L'Alliance Party (8 sièges) et le Green Party (1 élu) se partagent les neuf autres sièges. L'abstention (45,5%), plus forte qu'à l'accoutumée, nous invite toutefois à nuancer ce constat. N'exprime-t-elle pas en effet une forme de rejet de la polarisation traditionnelle, renforcée par le système politique issu des accords de 1998? Détails consultables sur le site *ARK Northern Ireland*.